Le 15-07-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Accédez au bulletin d'inscription

LES VIDEOS DES INTERVENTIONS SERONT PUBLIEES ET DIFFUSEES A PARTIR DE JANVIER 2023

Et si le peuple reprenait la main ?

Un tel titre n'est pas une figure de style mais une nécessité absolue pour faire face au temps perturbé que nous subissons. Et il ne s'agit pas seulement du degré de température exceptionnellement élevée à cette mi-octobre. Même si on pourrait s'en inquiéter évidemment. Ce titre indique que c'est encore (et toujours) possible que le peuple, harassé et malmené par les crises engendrées par le néolibéralisme (forme actuelle du capitalisme), exprime au grand jour son ras-le-bol, sa colère et donc son refus d'obtempérer. Et l'Union européenne n'est pas sans responsabilité, elle qui martèle depuis des décennies que la concurrence fait l'économie et que le marché engendre le bonheur en faisant dégouliner ses bienfaits sur tous. Foutaises évidemment. Mais désormais foutaises pour une majorité de la population qui ne vit plus de son salaire, tout du moins de plus en plus chichement. Alors ? Que faire comme disait l'autre ? On se plie, on se résigne, on râle devant la télé, avec ses collègues de boulot, ses amis, sa famille ? Oui. Car on n'est pas dupes. Mais cela ne suffit pas. On ne peut oublier ce que les Résistants ont fait pour que nous ne vivions pas sous le joug nazi, fasciste, xénophobe, raciste et génocidaire. Non seulement ils ont lutté au péril de leur vie, beaucoup l'ont perdue, mais ils ont réussi à concevoir un programme "Pour que reviennent des jours heureux". Un vrai projet de société qui a permis, qui nous a permis, de disposer de la Sécurité sociale notamment.
Aujourd'hui, c'est à nous tous, à vous, de prendre le relai pour que l'avenir que nous organise Macron et ses amis de la finance ne devienne jamais réalité et, en particulier, pour les jeunes générations. Celles qui ont été biberonnées à la propagande individualiste, au chacun pour soi et qui sont aujourd'hui frappées de plein fouet par le chômage et la précarité, la peur du monde de demain. Demain, nous devons le construire sur des bases nouvelles et pour cela c'est maintenant qu'il faut agir tant sur les plans intellectuel et programmatique que concrets.
On en cause ? On avance ? Ou on reste sur son quant-à-soi ? Débattre c'est déjà faire un pas.

Notre rendez-vous est ouvert à tous/toutes. Choisissez la formule en cliquant sur le bulletin d'inscription.

****

Les élections (présidentielle et législatives) sont dernière nous. Abstention et nouveau rapport de force politique à l'Assemblée nationale ont envoyé un signal fort des Français au gouvernement et surtout au système politique de la Ve République. Le présidentialisme n'est plus en cour. Le front républicain, s'il a été pratiqué par des électeurs de gauche au 2e tour de la présidentielle, n'a pas été mis en œuvre au 2e tour des législatives, notamment par une partie importante des électeurs LR. L'entrée massive de députés du RN est un signal significatif de la défiance d'une partie non négligeable des Français envers les partis qui ont déjà gouverné.
Le programme de Macron, si peu développé pendant les campagnes, hormis une nouvelle « réforme » des retraites, a finalement été dévoilé par Elisabeth Borne dans son discours devant les parlementaires le 6 juillet 2022. Sur la forme tous les mots magiques des conseillers en com ont été scandés *ad nauseam* : « compromis », « dialogue », « territoires», élus locaux, région… Le fond, lui, n'a pas changé d'un iota : la poursuite de la dérégulation, de la libéralisation et des réformes antisociales. Le gouvernement (de combat selon Macron) continuera sur sa lancée et même l'accentuera, qu'il s'agisse de la « refondation de l'école », de la réforme de l'assurance chômage, des retraites notamment. Quant à la transition écologique annoncée très ambitieuse, elle continuera de s'inscrire dans le cadre et le modèle dominant : le capitalisme vert, prescrit par le Forum économique mondial comme source de production de « nouvelles valeurs » tout comme la nouvelle « révolution numérique ». Ces deux secteurs étant en outre les priorités du plan « de relance » de l'Union européenne (750 milliards).

Le programme gouvernemental énoncé par la Première ministre est en réalité celui de la période 2022-2027 de l'Union européenne, y compris le retour à la « bonne gestion » des États nationaux pour faire refluer la dette publique, comprenez la rigueur pour la population. Bref, rien ne change. Mais tout s'aggrave.
Alors que peuvent impulser les députés des oppositions éclatées ? Rien ou pas grand-chose ne les réunit, sauf peut-être leur absence de volonté de rompre avec l'Union européenne et l'euro. Ce qui condamne à ne légiférer que dans le cadre du Traité de Lisbonne qui interdit, entre autres, toute politique indépendante de la France en matière économique, monétaire, de ré-industrialisation.
Quel peut être le rôle des organisations syndicales pour faire face à la l'inflation galopante, au blocage des salaires dans le privé et à la primauté donnée à la défense des intérêts des classes dominantes et possédantes ?
Quel espace politique existe-t-il pour passer des phases successives de décomposition démocratique, politique, à une nouvelle période d'implication des citoyens pour dessiner non seulement un nouveau projet de société mais aussi un cadre institutionnel qui permettrait d'exercer le droit à la souveraineté populaire et nationale ?
L'université d'automne du Pardem 2022, qui se tiendra à La Rochelle du 11 au 13 novembre, ouverte à tous les publics, sans jamais se déconnecter de la situation politique, économique, sociale et écologique de la France, fera la part belle à l'impérieuse nécessité de comprendre concrètement les conséquences de la perte de l'indépendance de notre nation et du hold-up sur la souveraineté nationale et populaire. Énergie, télécommunication, industrie, défense, protection sociale, santé, régionalisation et réformes territoriales, laïcité. Elle dessinera des pistes pour ouvrir une nouvelle étape d'émancipation populaire, en rupture avec la Ve République. Constituante ? Quel type de constitution nouvelle ? Comment s'organiser ?
Comme c'est l'usage, cette Université d'automne donnera la parole à des intervenants invités et sera ouverte à tous et toutes. Découvrez le programme, les intervenants, les infos pratiques pour s'inscrire et participer.

PROGRAMME UA DU PARDEM 11 AU 23 NOVEMBRE A LA ROCHELLE
(arrivée le 10 au soir possible, voir le formulaire d'inscription)

Programme actualisé le 30 octobre 2022

11 NOVEMBRE

? 9h00-9h30
Accueil

? 9h30-12h30
Nouvelle situation politique/rapport de forces
Analyse de la situation politique issue des élections 2022. Est-il possible de créer un rapport de forces favorable aux intérêts des classes dominées ? Quelles formes d'organisation à construire qui n'omettent pas la remise en cause de l'Union européenne ?
Intervenants : Michel Quinet, *secrétaire général*, Michèle Dessenne, *présidente du Pardem,* Joël Perichaud, *responsable des relations internationales,* Jean-Michel Toulouse, *coordinateur du Programme du Pardem*, Patrick Serres, *membre du bureau du Pardem.*

12h45 – Déjeuner

? 14h30 -17h00
Souveraineté/Constitution/Constituante

Pourquoi et comment mettre en œuvre une démarche constituante ?
Table ronde : André Bellon, *L'Association pour une Constitutante,* Jacques Nikonoff, *Dynamique Populaire Constituante (DPC),* Jean-Michel Toulouse, *membre du Bureau du Pardem*
Animation : Michèle Dessenne, *présidente du Pardem*
Des comités constituants : de quoi s'agit-il et comment procéder ?
Intervenant : Serge Marquis, *membre du Pardem.*

Débat avec la salle.

? 17h30 - 19h15

La succession des réformes territoriales destructrices de la Nation française
Depuis quarante ans se succèdent les réformes dites de ?décentralisation? qui, sous prétexte de démocratisation, ne font que renforcer la destruction de la Nation au profit d'une Europe des régions. La France « à la carte » est en cours dans un silence étouffant. État des lieux et conséquences.
Intervenantes : Marie-Paule Battas, *travailleuse sociale*, Michèle Dessenne, *présidente du Pardem*.
Animation : Joël Perichaud, *membre du bureau du Pardem*

19h30 : Apéro - 20h : Dîner

12 NOVEMBRE

La responsabilité de l'UE dans la destruction des services publics et de la souveraineté
Depuis plus de quarante ans, les directives successives(Poste, énergie, transport, télécommunication, services publics, santé…) et la mise en place d'une monnaie unique, l'Union européenne a progressivement appauvri les services publics et leurs fonctionnaires, favorisé la privatisation, loin, bien loin du Programme du Conseil de la Résistance… Exemples : France Télécom, EDF, industrie, protection sociale et santé. Et désormais ; restreindre les libertés, systématiser la surveillance pour domestiquer les peuples.

? 9h00-10h30
Comment France Télécom a été démantelée
Intervenant : Benoît Martin, *syndicaliste, auteur d'un livre à paraître en mars 2023, sous le titre "Ma fibre syndicale" aux Editions Syllepses,* brosse le tableau du démantèlement de France Télécom et nomme les responsabilités de l'Union européenne, des gouvernements et analyse le rôle des syndicats.

Animation : Michèle Dessenne, *présidente du Pardem*

? 10h45- 12h15
Pourquoi l'UE veut-elle la peau d'EDF ?
Intervenant : Aurélien Bernier, *auteur, journaliste et conférencier.* Il collabore régulièrement au Monde diplomatique, au Journal de la CCAS (journal des activités sociales des électriciens et des gaziers), à Énergies syndicales (mensuel de la FNME-CGT). Parmi ses derniers ouvrages, *Les voleurs d'énergie* (2018) retrace l'histoire de la propriété des systèmes énergétiques et plaide pour une énergie sous contrôle public.
Pour en finir avec les abus des sociétés privées, de nombreux États ont choisi de nationaliser la production électrique au cours du XX^{e} siècle. A la fin des années 1970, le privé s'est lancé dans une opération de reconquête. Après les premières expériences chilienne et britannique, l'Union

européenne a pris les choses en main. Objectif : introduire la concurrence à marche forcée, puis rendre les concurrents privés artificiellement compétitifs face aux anciens monopoles publics. Pour cela, Bruxelles et les gouvernements libéraux sont prêts à tout, y compris à démanteler EDF, à faire flamber les prix et à mettre en danger l'approvisionnement.

Animation : Patrick Serres, *membre du bureau du Pardem*

12h30 - Déjeuner

? 13h45 - 15h15

Réindustrialiser la France : pourquoi, comment, à quelles conditions ?

Intervenants : *Aurélien Bernier* *Son ouvrage,* L'urgence de relocaliser (2021)*, s'attaque à la « division internationale du travail » et cherche à montrer comment relocaliser concrètement les investissements, l'industrie, l'alimentation.*

Considérée comme ringarde il y a peu, la souveraineté industrielle fait son retour en force dans les discours politiques et dans la presse économique. Pour les libéraux, la relocalisation et la « souveraineté » sont un nouveau prétexte à la casse sociale, au productivisme et au subventionnement sans condition des entreprises. Pour d'autres à droite, il faudrait mettre en place un « trumpisme » à la française, c'est-à-dire préserver les intérêts du secteur privé et le cadre libre-échangiste global, en ajoutant simplement à la mondialisation une touche de nationalisme économique. Une vraie politique de relocalisation dans l'intérêt des classes populaires n'a rien à voir avec cela. Elle doit poser la question de la propriété des moyens de production, de la finalité de cette production, du contrôle et de l'utilisation des capitaux..

Animation : Michel Quinet, *secrétaire général du Pardem*

? 15h45 - 17h15

Protection sociale. La lancinante destruction du système social et solidaire : la Sécurité sociale

Intervenants : Bernard Teper, *Réseau Education populaire*, Jean-Michel Toulouse, *ex directeur d'hôpital public*, Michèle Dessenne, *présidente du Pardem.*

? 17h30 - 19h

Souveraineté et laïcité vont de pair

Intervenants : Michel Lamboley, *animateur du Réseau social laïque (RSL)* et Patrice Hemet, *membre du SN de République Souveraine et porte-parole du MS21.*

Animation : Michèle Dessenne, *présidente du Pardem*

19h15 - Dîner

? 20h30 - 22h00

L'état d'exception permanent, stade suprême du capitalisme néolibéral

Intervenants : Gilles Amiel de Ménard, *co-animateur du site* Le Petit nationiste *et auteur de* La reconquête démocratique face à des pouvoirs illégitimes.

L'Etat d'exception n'a fait qu'instrumentaliser le terrorisme, la Covid, la guerre et maintenant la crise écologique. Il ne s'agit pas de faire face à ces problèmes, mais de trouver des justifications pour lever l'état de droit. Les processus démocratiques, même formels, sont désormais en trop pour les classes dominantes occidentales. Comprendre pourquoi est l'objet de cette réflexion.

Animation : Michel Quinet, *secrétaire général du Pardem*

13 NOVEMBRE

? 9h00 - 10h30

Otan et Union européenne

Avec ses stratégies d'élargissement, ine, Moldavie), l'Union européenne montre sa soumission à la stratégie de l'Otan pilotée par les États-Unis. D'où ses velléités de réformer ses modalités de fonctionnement sans changer de politiques ni de cap, pour donner plus de pouvoir aux institutions supranationales et a-démocratiques.

Intervenant : Joël Périchaud, *secrétaire national du Pardem aux questions internationales.*

Animation : Michèle Dessenne, *présidente du Pardem*

? 10h45-12h45

Le futur c'est où ?

Cette réflexion sur le futur, qui s'appuie sur les travaux réalisés dans le cadre d'un ouvrage en attente de publication, sera illustrée par trois exemples : le changement climatique, les méga-feux et les technologies nouvelles, dont l'intelligence artificielle.

Intervenant : Philippe Nikonoff, économiste de formation et consultant, étudie depuis 1982 les liens entre développement économique, structure sociale, environnement et fiscalité. Il a créé en 1991 un cabinet conseil traitant ces différentes thématiques pour le compte des collectivités territoriales. Depuis le début des années 1990, il étudie la question des coûts environnementaux non pris en charge par les entreprises et reportés sur la société dans son ensemble.

Animation : Serge Marquis, *membre du Pardem*

13h00 - Déjeuner

? 14h00-16h00

Les propositions institutionnelles du Pardem

Dans le cadre de son programme, le Pardem a élaboré des propositions pour une nouvelle organisation des institutions. Et notamment les bases d'une nouvelle constitution.

Intervenants : Jean-Michel Toulouse, Joël Perichaud et Michèle Dessenne, du *Pardem*

Clôture de l'UA

Inscrivez-vous dès maintenant, choisissez votre formule, en téléchargeant le bulletin d'inscription ci-après

Cliquez ici pour télécharger le PDF

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire